Yves Leterme endosse à nouveau son rôle de formateur d'un gouvernement Orange-bleu. Le Palais - nouvelle démonstration que notre monarchie n'a rien d'un régime d'opérette - montrait ostensiblement des signes d'irritation tandis que la FEB piaffait d'impatience de voir en Belgique une politique antisociale menée à la hussarde comme en France.

La première audition ayant été un cuisant échec impliquant de longues tractations avant de recoller les morceaux entre les partenaires-adversaires, Leterme n'a donc plus droit à l'erreur sous peine de voir la crise politique se transformer en une véritable crise de régime. Ca passe ou ça casse.

La classe dominante veut composer un gouvernement de droite homogène et offensif, mais elle est divisée sur la nature exacte de l'instrument étatique qui mènera cette offensive. La "querelle communautaire", pour cette classe et ses élites politiques, ne se résume qu'à cela : d'accord avec le menu et la sauce mais avec quelle fourchette manger les droits et les conquêtes sociales ?

Continuité et rupture

Les questions sociales et économiques ont largement été occultées par les "questions communautaire", mais la première tentative de former un gouvernement Orange-bleu à laissé transpirer un avant-goût de ce qui nous attend du côté de ce menu. Il s'agit bien entendu en premier lieu d'assumer une certaine continuité avec l'ère Verhofstadt : du miel pour les patrons, de l'huile de ricins pour les salariés et les allocataires sociaux! La poursuite de la réduction des charges patronales,

la "modération" salariale, l'"activation" des chômeurs et le renforcement de leur contrôle, l'augmentation de la flexibilité et de la précarité - notamment par l'assouplissement et l'extension des heures supplémentaires, du travail intérimaire et des titres-services - tout cela sera à coup sûr à l'ordre du jour.

Mais une certaine "rupture" est palpable. La Sécu est dans le collimateur lorsqu'on évoque une " croissance réaliste " de ses dépenses au regard de l'objectif affiché d'un retour à l'austérité budgétaire. La limitation dans le temps des allocations de chômage vient également sur le tapis via la diminution graduelle des allocations. Sans oublier une réforme annoncée des administrations publiques, autrement dit leur "dégraissage" drastique par le non-remplacement des départs naturels - une demande rituelle de la FEB, tout comme l'imposition d'un service minimum en cas de grève également évoqué lors du premier round des négociations.

La place des syndicats dans la "concertation sociale" est par ailleurs, si pas remise en cause, sensiblement mise à mal par une série de mesures évoquées.

Préparer la riposte

Le reste est à l'avenant : aucune politique écologique ambitieuse, au contraire puisqu'on envisage l'approfondissement de la libéralisation du secteur de l'énergie, socialement désastreuse, et le report de la fermeture des centrales nucléaires. Quant aux questions démocratiques; on nous annonce carrément une "intensification" des lois antiterroristes liberticides, un refus de toute régularisation collective - on enfermera d'ailleurs toujours des enfants dans les centres fermés et les expulsions "forcées mais humaines" (sic) se poursuivront. De ce côté-là, on ne peut pas dire que l'imagination sera au pouvoir.

La crispation sur les questions communautaires est tellement aiguë parmi la classe politique que, sitôt un accord trouvé, la pression n'en sera que plus forte dans le probable futur gouvernement pour trouver un consensus, un ciment solide autour d'une telle politique antisociale. Une politique qui fera mal, très mal, alors que les gens ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts, que les coûts de la vie, du logement, des transports et des aliments de base ne cessent d'augmenter.

L'heure est donc à préparer les résistances et la riposte la plus unitaire et la plus large possible entre toutes les forces syndicales et politiques progressistes. Vu leur place et leur poids, les organisations syndicales devraient en prendre l'initiative, sans exclusive.